

Monsieur le Président

Monsieur le Président, l'annonce que vous venez de faire par le ministre des Finances, Monsieur John Crosbie, est tout à fait décevante. Elle nous dit que le gouvernement n'a rien prévu pour les provinces et les municipalités. C'est tout à fait décevant. Les provinces et les municipalités ont besoin de fonds. C'est tout à fait décevant. Les provinces et les municipalités ont besoin de fonds. C'est tout à fait décevant.

Il n'y a rien de nouveau dans ce budget. C'est tout à fait décevant. Les provinces et les municipalités ont besoin de fonds. C'est tout à fait décevant. Les provinces et les municipalités ont besoin de fonds. C'est tout à fait décevant.

M. Garnier: Et pourtant, ma prédiction n'a pas été vérifiée. Le ministre a annoncé un programme, aucune mesure budgétaire pour commencer à combler le fossé qui existe entre les riches et les pauvres de pays. Il ne cherche aucunement à résoudre le problème des régions où le chômage dépasse aujourd'hui le taux qu'il avait atteint aux moments les plus sombres de la crise économique, en 1982.

Ce n'est pas un budget qu'on nous a présenté. Il est honnête de chercher à qualifier ce document de budget. Pourquoi le ministre nous a-t-il imposé cette mascarade? Il aurait pu se limiter, comme il l'a si souvent fait, à publier un communiqué de presse pour annoncer une augmentation de la taxe sur l'essence. Au lieu de tout cela, c'est un cent de plus par litre, après les 10 cents par litre du budget précédent. Cela ne vaut pas plus d'un communiqué, accompagné par le dépôt d'une motion en vue de la Chambre.

Je trouve honteux que le gouvernement n'ait pas profité de l'occasion pour présenter un vrai budget, un budget qui voit tout, qui tient compte des problèmes que les Canadiens connaissent, particulièrement dans nos régions. Je pense que le ministre a manqué une très bonne occasion. Ce qu'il vient de nous présenter ne vaut pas le temps que nous lui avons consacré cet après-midi. Je crois que le ministre aurait mieux fait de rester chez lui et de publier un communiqué de presse.

Des documents accompagnent le budget, mais je n'y trouve aucune prévision des recettes, des taxes, des intérêts ni aucune projection sur le chômage. Deux milliards de dollars pour l'année financière 1987-1988. Je suis persuadé que tous les députés, surtout ceux qui ont été députés un certain temps, se souviennent d'avoir vu des budgets semblables au plan quinquennal au gouvernement précédent. Un ancien ministre des Finances, l'actuel ministre des Transports (M. Crosbie) demandait au gouvernement de déposer un plan semblable lorsqu'il siégeait sur les bancs de l'opposition. C'est donc ce que le gouvernement a fait. Mais le ministre des Finances ne s'est pas donné cette peine. On ne savait même pas quels idées il se fait de l'évolution des cours pétroliers en 1985. Il nous a simplement donné des chiffres pour 1987.

Ce n'est pas un budget qu'on nous propose. J'espère au moins que le ministre tiendra ses promesses de l'an dernier. Il nous avait annoncé trois choses: une réforme fiscale pour cette année, une réforme des programmes sociaux et enfin un déficit inférieur à 30 milliards en 1984-1985. Si le ministre s'était pas vendu Talleyrand, le déficit aurait été supérieur à ce qu'il a

été pendant les deux années écoulées. Et cela, après quatre ans de dépenses de 6 milliards de dollars de plus que les recettes. C'est tout à fait décevant. Les provinces et les municipalités ont besoin de fonds. C'est tout à fait décevant. Les provinces et les municipalités ont besoin de fonds. C'est tout à fait décevant.

Le gouvernement et le ministre des Finances devraient avoir une responsabilité. Mais il est en train de jouer avec la réalité. Il se fait accorder à lui-même des histoires de croissance de la population canadienne. Le gouvernement est sérieux.

Et la réforme fiscale, monsieur le Président, cela, réellement, je pense que le ministre des Finances était un homme sérieux, un homme responsable. Mais il est en train de jouer avec la réalité. Il se fait accorder à lui-même des histoires de croissance de la population canadienne. Le gouvernement est sérieux.

Quelle est la stratégie du gouvernement, monsieur le Président? Elle est bien simple. On a augmenté les taxes de plusieurs milliards de dollars en 1985, plusieurs milliards de dollars en 1986. On a incorporé dans les lois fiscales des augmentations automatiques d'impôt, de telle sorte que les contribuables canadiens vont payer en impôt 10% de plus pendant le prochain exercice financier pour lequel on a un Budget de 43 milliards de dollars, soit une augmentation de 48 p. 100, comparativement à la dernière année d'une administration libérale. Oui, 48 p. 100.

On a eu des augmentations de taxes de 5 milliards de dollars l'an dernier, 90 p. 100 ont été payés par les individus, moins de 10 p. 100 par les corporations. Le ministre des Finances nous annonce une réforme fiscale. Que va-t-il faire? Il va augmenter les taxes, et après cela, il va venir nous dire qu'il fait une réforme pour corriger les erreurs que lui-même a créées. Je pense que c'est une blague.

Monsieur le Président, dans ce Budget il n'y a rien pour les producteurs, pour les producteurs de blé de l'Ouest. Il n'y a rien pour les pêcheurs qui sont aux prises actuellement avec les conséquences de cette entente qui a été signée avec la France. Il n'y a rien non plus pour régler les problèmes de l'énergie. Imaginez-vous, monsieur le Président, on va avoir en une augmentation de 4c. le litre d'essence depuis que ce gouvernement est au pouvoir, et on n'a même pas de politique nationale de l'énergie. Et ce sont ces mêmes personnes qui ont critiqué l'administration précédente d'avoir augmenté la taxe sur l'essence pour créer un fonds pour aider le secteur énergétique. On a gardé la taxe, on l'a augmentée quatre fois, et on s'est rien pour le secteur de l'énergie.

Monsieur le Président, il n'y a rien non plus pour donner suite à l'engagement formel que le premier ministre (M. Mulroney) du pays avait pris à Vancouver. J'étais présent comme représentant de ma formation politique. Un engagement très formel pour mettre de l'avant le système et les subventions nécessaires pour la garde d'enfants. Rien dans le Budget.